

Le président Kabila a éludé la question essentielle

RD CONGO Le chef de l'Etat s'est exprimé devant les chambres réunies

- Le chef de l'Etat a confirmé sa détermination de régler la crise, sur la base d'un accord politique issu du « dialogue national ».
- C'est, pour lui, la seule « feuille de route » acceptable.
- Mais il a gardé le silence sur son sort personnel.

On attendait Joseph Kabila, pour son discours devant le Parlement, ce mardi à Kinshasa, sur les perspectives d'avenir du pays. Mais il a surtout livré une sorte de « discours du Trône », récapitulant les avancées enregistrées par le Congo au cours de ses deux mandats successifs.

Au cours d'une séance solennelle, qui s'est ouverte par l'hymne national, le président a rappelé que, voici 15 ans, le Congo était « un lambeau, un non-Etat » et que face à une na-

tion déchirée, il avait pris l'engagement de réaliser des changements profonds et surtout de pacifier le pays, de libéraliser l'activité économique, de combattre la pauvreté. Se réjouissant des réformes lancées, il a assuré que le pays avait renoué avec la croissance, que l'éducation au cycle primaire avait fortement progressé et que les salaires des fonctionnaires civils et des militaires avaient été augmentés.

Le président a fait comprendre qu'il entendait poursuivre son œuvre

Il a aussi rappelé l'importance des élections régulières et apaisées assurant le renouvellement de la classe politique.

Mais surtout, il a insisté sur le dialogue national et assuré que l'accord politique qui en était issu représentait la seule « feuille de route » capable de résoudre la crise liée au report des élections présidentielles à une date indéterminée. Autrement dit, il a éludé la question que se posent tous les Congolais : a-t-il ou non l'intention de prolonger sa présence à la tête de l'Etat après le 19 décembre,

date de l'expiration de son second et en principe dernier mandat ?

Ne pas poser la question, c'est en même temps y répondre : promettant de désigner « incessamment » un Premier ministre issu des rangs de l'opposition ayant pris part au dialogue avec mission prioritaire d'organiser le prochain cycle d'élections, le président, en ne se prononçant pas sur son sort personnel, a fait comprendre qu'il entendait poursuivre son œuvre et, maniant discrètement la menace, il a fermement invité le « Rassemblement » (c'est-à-dire les partisans d'Etienne Tshisekedi et Moïse Katumbi) à venir signer l'accord, dénonçant « toute tentative de s'emparer du pouvoir par la force alors que, dans quelques mois, les scrutins seront convoqués après l'élaboration des listes électorales ». Le chef de l'Etat a aussi promis de « respecter la Constitution dans son intégralité ». Et cela alors que le 19 décembre prochain, il se trouvera toujours aux commandes en dépit du prescrit constitutionnel... ■

COLETTE BRAECKMAN

COMMENTAIRE

COLETTE BRAECKMAN

L'ART SUBTIL DE RENVERSER LES RÔLES

Depuis longtemps pressé de s'exprimer, le président Kabila s'est enfin résolu à parler. Longuement. Solennellement. Il s'est livré à une sorte de plaidoyer pro domo, rappelant les acquis des quinze dernières années, les avancées multiples qui ne peuvent être mises en péril. Refusant de se prononcer sur ses intentions personnelles, il n'a cependant pas répondu à la seule question qui importait.

En dépit des promesses réitérées de respecter la Constitution, force est de constater que l'une des dispositions du texte fondamental, au lieu d'être prise en compte, sera bel et bien transgressée : alors qu'il devrait être démissionnaire et préparer l'arrivée d'un successeur démocratiquement élu,

le président sortant sera toujours en poste lorsque s'achèvera son mandat ! Certes, le processus électoral a pris du retard, mais qui blâmer d'autre que le pouvoir en place ? La date du 19 décembre, celle de l'expiration du mandat présidentiel, n'était-elle pas aussi prévisible que la fête de Noël elle-même ? Pourquoi la majorité présidentielle n'a-t-elle pas prévu en temps utile une succession pacifique et rassurante ?

Au lieu de respecter des règles simples (même si elles sont financièrement coûteuses), on a préféré, une fois de plus, les grandes manœuvres politiques, celles d'un accord conclu avec une partie de l'opposition qui, demain, sera peut-être rejointe par d'autres candidats aux avantages du pouvoir... La population se retrouvera-t-elle dans ces arrangements entre amis et ex-adversaires ? Y verra-t-elle le gage d'une meilleure gestion de la chose publique ? Rien n'est moins sûr...

Certes, la porte reste en principe ouverte et, s'ils le souhaitent ou le jugent profitable, les derniers irréductibles pourront toujours rejoindre l'équipe associant désormais majorité et opposition. Mais d'être plus largement partagé, le gâteau n'en deviendra pas plus grand pour autant... S'il était cautionné par l'Union africaine, par les puissances occidentales soudain bien attentives au devenir du Congo (les Etats-Unis entre autres), par des voisins comme l'Angola très soucieux de la stabilité régionale, l'accord pourrait réussir. Mais il faudrait pour cela que les protagonistes donnent les preuves de leur indépendance d'esprit, la composition du futur gouvernement représentant à cet égard un indicateur utile. Mais on n'en est pas encore là et, dans son adresse, le président a subtilement renversé les rôles. Il a dénoncé « ceux qui tenteraient de s'emparer du pouvoir par la force », mais n'a rien dit de ceux qui essayent d'y rester, en ayant la force de leur côté...